



**Ville de  
Marolles-en-Hurepoix**

**Canton de  
Brétigny-sur-Orge**

**Département  
de l'Essonne**

**Arrondissement  
de Palaiseau**

Date de convocation :  
29 novembre 2024

Date d'affichage :  
29 novembre 2024

**Nombre de conseillers :**

**En exercice : 29**  
**Présents : 20**  
**Votants : 26**

Pour : 25  
Contre : 00  
Abstention : 01\*

**Date de publication :**  
**10 décembre 2024**

**Extrait du registre des délibérations  
du Conseil Municipal**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq décembre, à vingt heures quarante-cinq minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Georges JOUBERT, Maire.

**Etaient présents :**

M. Joubert, Mme Boulenger, MM. Lafon, Preud'homme, Poncet, Eck, Genot, Couton, Mmes Lafrayette, Lipp, MM. Vovard, Fall, Mmes Lambert, Daurat, MM. Chauvancy, Murail, Mmes Léonard, Goldspiegel, Tussiot et M. Delvalle.

Formant la majorité des membres en exercice.

**Absents avant remis un pouvoir :**

Mme Riva-Dufay a remis pouvoir à M. Joubert.  
Mme Despaux a remis pouvoir à M. Genot.  
Mme Cousin a remis pouvoir à M. Lafon.  
Mme Ficarelli-Corbière a remis pouvoir à M. Poncet.  
M. Laure a remis pouvoir à Mme Boulenger.  
Mme Flocon a remis pouvoir à M. Eck.

**Absente excusée :**

Mme Letessier.

**Absents :**

M. Ollivier.  
Mme Bove.

**Secrétaire de séance :**

M. Lafon.

**Objet : Implantation de la statue réalisée en hommage à Emile Levassor.**

\* S'est abstenu : M. Preud'homme.

**CONSIDERANT** qu'au cours de l'année 2015-2016, la commune de Marolles-en-Hurepoix a financé la matière première pour la réalisation d'une statue en hommage à Emile Levassor, père de l'automobile, né à Marolles-en-Hurepoix, par les élèves du lycée professionnel Chennevière-Malézieux à Paris, auxquels un habitant de Marolles-en-Hurepoix dispensait des cours de chaudronnerie,

**CONSIDERANT** que cette œuvre n'a pas encore été installée, en raison de la crise sanitaire et de diverses contraintes techniques,

**CONSIDERANT** que, dans le cadre du projet pôle gare, un rond-point est créé en entrée de ville, côté Guibeville,

**CONSIDERANT** que le département de l'Essonne a validé l'implantation de cette œuvre sur ce rond-point,

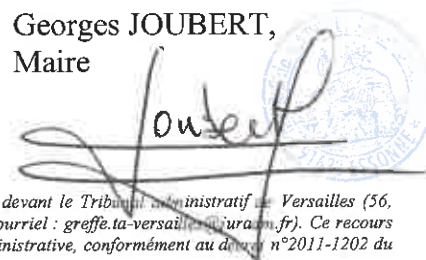
**CONSIDERANT** que cette installation serait faite dans le cadre des travaux du pôle gare, sans coût pour la commune,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

**DONNE** son accord pour que la statue réalisée en hommage à Emile Levassor soit implantée sur le rond-point d'entrée de ville côté Guibeville.

Pour extrait conforme  
Le 6 décembre 2024

Georges JOUBERT,  
Maire



*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet,*

*- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles Cedex – Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 – Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.*

*Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.*

*- ou d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès de la Commune (Mairie Services des Affaires générales – 1 avenue Charles de Gaulle 91630 Marolles-en-Hurepoix). Votre recours gracieux et/ ou demande préalable donnera donc lieu à un examen par nos services. Au sens des dispositions de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 :*

*\* votre interlocuteur sera Monsieur le Maire de la commune de Marolles-en-Hurepoix,*

*\* si votre demande donne lieu à une décision explicite en deçà d'un délai de deux mois, vous disposerez d'un délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision à compter de sa notification devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles – Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 – Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande. Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.*

*\* si votre demande ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente. Vous disposerez alors également d'un délai de deux mois pour exercer un recours pour excès de pouvoir contre ladite décision devant le Tribunal administratif de Versailles (56, avenue de Saint Cloud 78011 Versailles – Tél. : 01 39 20 54 00 Fax : 01 39 20 54 87 – Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande. Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du Code de justice administrative). Ce recours doit être assorti du paiement de la contribution prévue à l'article R.411-2 du Code de justice administrative, conformément au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, sous peine d'irrecevabilité de la demande.*

*Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*